



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juillet 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mai 2006

2

En mai, la valeur des permis de bâtir a dépassé la barre des 5 milliards de dollars pour un sixième mois d'affilée. Les municipalités ont délivré pour 5,4 milliards de dollars de permis, en hausse de 6,9 % par rapport à avril. Cette augmentation s'explique principalement par les intentions dans le secteur non résidentiel.

Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes : Vue d'ensemble des habitudes alimentaires des Canadiens, 2004

6

Selon l'enquête la plus récente sur ce que mangent les Canadiens, nombre de personnes n'ont pas un régime alimentaire équilibré.

Production d'oeufs et de volaille, mai 2006

9

Émissions de gaz à effet de serre, 2004

9

Nouveaux produits

10



Communiqués

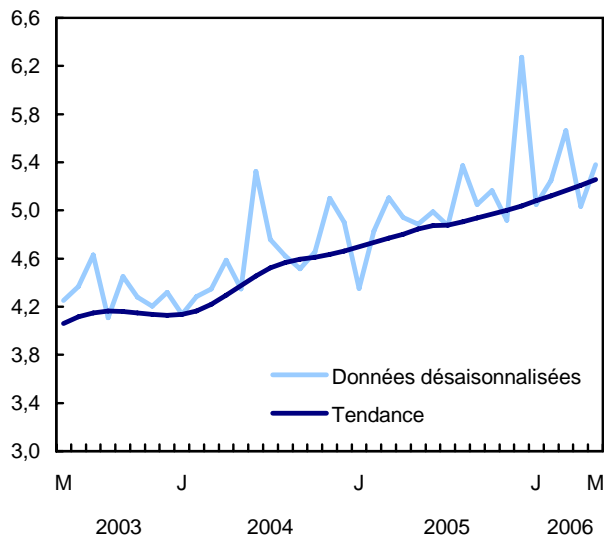
Permis de bâtir

Mai 2006

En mai, la valeur des permis de bâtir a dépassé la barre des 5 milliards de dollars pour un sixième mois d'affilée. Les municipalités ont délivré pour 5,4 milliards de dollars de permis, en hausse de 6,9 % par rapport à avril. Cette augmentation s'explique principalement par les intentions dans le secteur non résidentiel.

La valeur totale des permis est en hausse

En milliards de dollars



Le niveau observé en mai a été le troisième en importance jamais enregistré, les deux seuls niveaux supérieurs remontant à décembre 2005 et mars 2006. Il a aussi été 6,3 % plus élevé que la moyenne mensuelle de l'an dernier.

Les entrepreneurs ont pris pour une valeur de 2,1 milliards de dollars de permis pour des projets de construction non résidentielle, en hausse de 18,1 % après avoir connu un recul de 19,5 % en avril. La forte progression s'explique par les vigoureuses intentions de construction dans chacune des trois composantes non résidentielles (industrielle, commerciale et institutionnelle).

La valeur des permis de construction non résidentielle, qui a augmenté dans trois des quatre derniers mois, montre une tendance à la hausse depuis la fin de 2005.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage), ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du communiqué Permis de bâtir, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

Veillez noter qu'en plus de la révision d'avril, nous avons également révisé le mois de mars 2006.

La valeur des permis de construction résidentielle a connu une légère hausse de 0,7 %, qui l'a portée à 3,3 milliards de dollars à la faveur d'une augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux, et qui a été plus que suffisante pour faire contrepoids à un repli de la composante unifamiliale. La valeur des intentions de construction en mai a été 0,9 % supérieure à la moyenne mensuelle de 2005, soit une année record.

Les résultats dans le secteur de l'habitation sont solides et stables depuis le début de l'année.

À l'échelon régional, 22 des 28 régions métropolitaines de recensement ont affiché de meilleurs résultats dans les cinq premiers mois de 2006 qu'à la même période de 2005. Les plus fortes progressions (en dollars) sont survenues à Calgary, à Edmonton et à Vancouver, où un vigoureux marché de l'habitation a été le facteur dominant. À l'opposé, Toronto et Hamilton ont affiché les plus nets replis d'une année à l'autre.

Les logements unifamiliaux constituent un facteur de limitation des intentions de construction de logements

Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont atteint 2,1 milliards de dollars, en baisse de 1,0 % par rapport à avril, pour enregistrer un quatrième repli mensuel consécutif. En revanche, la valeur des permis de construction

de logements multifamiliaux a crû de 3,8 %, pour atteindre 1,2 milliard de dollars, ce qui représente une troisième augmentation mensuelle en quatre mois.

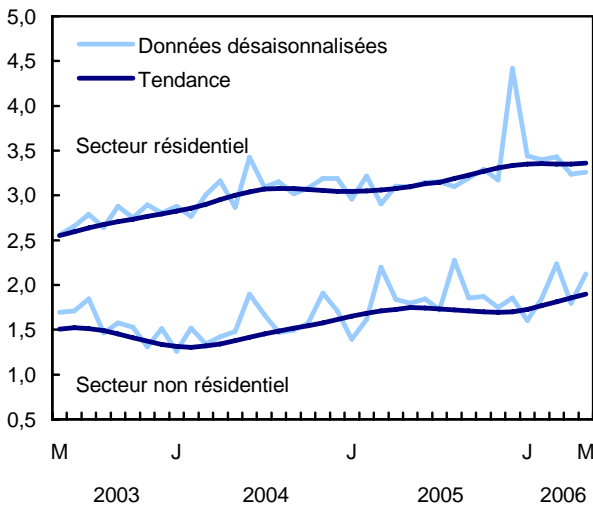
Les municipalités ont approuvé la construction de 18 915 unités de logements neufs en mai, soit 2,3 % de plus qu'en avril.

Le nombre de logements unifamiliaux approuvés a régressé de 2,2 %, pour s'établir à 9 400, soit son plus bas niveau observé depuis janvier 2005. Le nombre de nouvelles approbations de logements unifamiliaux est en régression depuis les cinq derniers mois.

Le nombre de logements multifamiliaux autorisés a atteint 9 515, soit 7,0 % de plus qu'en avril. La tendance de la demande pour ce type de logements est en progression depuis le début de 2006.

Les intentions de construction dans le secteur non résidentiel rebondissent

En milliards de dollars



Les taux hypothécaires avantageux ont continué de stimuler le secteur de l'habitation, bien que leur augmentation ait été progressive au cours de la dernière année. Le haut niveau d'emploi à temps plein, conjugué à une solide croissance du revenu disponible, a aussi eu un effet positif sur la demande de logements neufs.

À l'échelon provincial, la plus forte hausse dans le secteur de l'habitation (en dollars) a été enregistrée en Ontario et au Québec. En Ontario, l'augmentation de 4,7 % provenait principalement des permis de construction de logements unifamiliaux, alors qu'au Québec, les intentions de construction de logements multifamiliaux ont été à l'origine de la hausse de 5,5 %.

Le plus net repli (en dollars) en mai provenait de l'Alberta (-10,8 %), où les composantes unifamiliale

et multifamiliale ont toutes deux reculé. Malgré un troisième repli consécutif en Alberta, le niveau est demeuré supérieur de 9,8 % à la moyenne mensuelle de l'an dernier.

Secteur non résidentiel : Les trois composantes affichent de fortes progressions

Les trois composantes (commerciale, industrielle et institutionnelle) ont contribué à l'augmentation de 18,1 % des intentions de construction non résidentielle en mai.

Les intentions de construction dans le secteur commercial sont demeurées vigoureuses, atteignant 1,2 milliard de dollars, sous l'effet d'une augmentation de 9,6 %, soit la troisième au cours des quatre derniers mois. Il s'agit du deuxième niveau en importance depuis le sommet atteint en août 1989. L'augmentation de la valeur des permis de construction de bâtiments dans la catégorie du commerce et des services en Ontario ainsi que les fortes intentions de construction dans la catégorie des hôtels et des restaurants en Colombie-Britannique sont à l'origine de la hausse.

Les intentions de construction de projets industriels ont crû de 26,3 %, pour atteindre 375 millions de dollars, ce qui représente une deuxième augmentation mensuelle considérable. La progression provenait de fortes augmentations dans les catégories des usines de fabrication et des services publics. Le niveau observé en mai a dépassé de 12,6 % la moyenne mensuelle de l'an dernier.

Après avoir connu un recul de 51,1 % en avril, la valeur des permis de construction institutionnelle a fait une remontée de 34,7 %, pour atteindre 553 millions de dollars, soit son deuxième niveau en importance en 2006. Il y a eu des augmentations dans chaque type d'immeubles institutionnels, mais la croissance était principalement attribuable aux fortes intentions dans les catégories d'établissements d'enseignement et d'immeubles à vocation médicale. Le niveau observé en mai a dépassé de 9,8 % la moyenne mensuelle de l'an dernier.

L'économie dynamique de l'Ouest canadien a continué de stimuler le secteur non résidentiel. Les autres facteurs favorables ont été un vigoureux marché du travail, auquel on doit l'explosion sans précédent de l'emploi à temps plein observée en mai, ainsi que la vigueur de la demande des consommateurs pour des biens durables. Par contre, la situation est moins reluisante dans le secteur de la fabrication, où les livraisons ont fléchi en avril pour un troisième mois cette année.

Les provinces ayant contribué le plus à l'augmentation mensuelle (en dollars) dans le secteur non résidentiel ont été la Colombie-Britannique (+61,7 %, valeur totale de 378 millions de dollars),

l'Alberta (+31,5 %, valeur totale de 411 millions de dollars) et l'Ontario (+6,5 %, valeur totale de 813 millions de dollars).

Si l'Alberta et la Colombie-Britannique étaient exclues, l'augmentation globale dans le secteur non résidentiel n'aurait été que de 6,5 % plutôt que de 18,1 %.

Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick ont été les seules provinces à subir une diminution de la valeur des permis de construction non résidentielle en mai.

Sur les 28 régions métropolitaines de recensement, 19 ont enregistré une hausse mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. Les hausses les plus marquées (en dollars) ont été observées à Calgary, à Toronto et à Vancouver. En revanche, la plus forte diminution est survenue à Oshawa.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mai 2006 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XIF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de juin sera diffusé le 8 août.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au (613) 951-1165, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Avril 2006 ^r	Mai 2006 ^p	Avril à mai 2006	Janvier à mai 2005	Janvier à mai 2006	Janvier-mai 2005 à janvier-mai 2006
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	42,4	24,8	-41,5	153,0	153,9	0,6
Halifax	43,0	68,0	58,3	227,8	261,1	14,6
Saint John	11,7	21,0	79,0	59,4	72,4	22,0
Saguenay	14,7	19,5	32,9	66,8	65,5	-2,0
Québec	108,9	83,4	-23,4	475,3	499,9	5,2
Sherbrooke	28,6	14,9	-47,8	94,4	142,2	50,6
Trois-Rivières	13,9	22,8	64,7	62,4	95,3	52,8
Montréal	475,0	506,1	6,5	2 304,6	2 443,6	6,0
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	106,1	143,7	35,4	875,7	949,4	8,4
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	28,1	39,4	40,4	155,3	193,9	24,9
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	78,0	104,2	33,6	720,4	755,5	4,9
Kingston	15,9	20,7	30,3	73,9	99,1	34,0
Oshawa	83,5	46,4	-44,4	380,9	362,3	-4,9
Toronto	958,2	1 047,9	9,4	4 581,9	4 470,5	-2,4
Hamilton	56,3	55,3	-1,7	476,3	363,2	-23,8
St. Catharines-Niagara	44,8	55,7	24,2	233,4	205,1	-12,1
Kitchener	112,9	84,2	-25,5	378,4	454,0	20,0
London	78,7	92,6	17,7	348,3	408,5	17,3
Windsor	39,4	62,1	57,6	185,4	262,5	41,6
Greater Sudbury / Grand Sudbury	40,7	21,7	-46,7	65,0	79,2	21,9
Thunder Bay	3,7	5,9	60,0	65,3	30,6	-53,2
Winnipeg	75,8	67,6	-10,9	251,9	358,5	42,3
Regina	33,5	17,9	-46,6	114,7	124,8	8,8
Saskatoon	26,1	50,4	92,9	157,6	187,8	19,1
Calgary	357,6	346,8	-3,0	1 619,1	2 021,5	24,9
Edmonton	247,8	250,4	1,1	1 020,9	1 314,0	28,7
Abbotsford	40,5	27,8	-31,2	158,6	210,0	32,4
Vancouver	406,4	508,6	25,2	2 151,3	2 394,6	11,3
Victoria	62,6	56,6	-9,6	298,9	302,0	1,0

^r données révisées

^p données provisoires

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, par secteur, selon la province et le territoire

	Avril 2006 ^r	Mai 2006 ^p	Avril à mai 2006	Janvier à mai 2005	Janvier à mai 2006	Janvier-mai 2005 à janvier-mai 2006
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	5 033,4	5 379,5	6,9	24 116,1	26 372,6	9,4
Résidentiel	3 235,2	3 256,5	0,7	15 275,1	16 761,0	9,7
Non résidentiel	1 798,2	2 123,0	18,1	8 841,0	9 611,6	8,7
Terre-Neuve-et-Labrador	55,4	42,5	-23,3	211,8	214,6	1,3
Résidentiel	32,2	26,1	-18,8	136,7	146,1	6,9
Non résidentiel	23,2	16,4	-29,4	75,2	68,5	-8,9
Île-du-Prince-Édouard	22,2	14,9	-32,9	93,4	84,7	-9,3
Résidentiel	9,9	7,9	-20,5	48,6	53,0	9,2
Non résidentiel	12,2	7,0	-42,9	44,9	31,7	-29,4
Nouvelle-Écosse	87,6	126,8	44,7	440,3	532,2	20,9
Résidentiel	63,4	83,7	32,1	303,1	390,3	28,8
Non résidentiel	24,3	43,1	77,6	137,2	141,8	3,4
Nouveau-Brunswick	76,5	74,6	-2,5	280,5	373,2	33,1
Résidentiel	42,6	55,2	29,6	191,4	229,2	19,7
Non résidentiel	33,9	19,4	-42,8	89,1	144,0	61,7
Québec	927,9	963,6	3,8	4 462,3	4 754,2	6,5
Résidentiel	623,9	658,2	5,5	3 092,6	3 127,9	1,1
Non résidentiel	303,9	305,4	0,5	1 369,7	1 626,3	18,7
Ontario	1 897,1	2 000,2	5,4	9 724,6	9 694,7	-0,3
Résidentiel	1 133,6	1 186,7	4,7	5 997,0	5 973,9	-0,4
Non résidentiel	763,5	813,5	6,5	3 727,6	3 720,9	-0,2
Manitoba	109,5	114,0	4,1	415,5	562,6	35,4
Résidentiel	75,0	62,0	-17,4	251,2	341,2	35,8
Non résidentiel	34,4	52,1	51,1	164,2	221,4	34,8
Saskatchewan	89,5	100,6	12,4	361,9	428,8	18,5
Résidentiel	34,6	35,4	2,1	161,0	182,2	13,2
Non résidentiel	54,8	65,2	19,0	200,9	246,6	22,7
Alberta	933,2	964,3	3,3	4 059,6	5 109,2	25,9
Résidentiel	620,5	553,3	-10,8	2 395,2	3 306,5	38,0
Non résidentiel	312,7	411,0	31,5	1 664,5	1 802,7	8,3
Colombie-Britannique	827,5	961,0	16,1	4 017,3	4 549,3	13,2
Résidentiel	593,5	582,6	-1,8	2 667,9	2 985,8	11,9
Non résidentiel	234,0	378,4	61,7	1 349,4	1 563,5	15,9
Yukon	4,5	13,0	190,2	23,9	50,7	111,8
Résidentiel	4,1	2,4	-42,4	17,9	16,4	-8,2
Non résidentiel	0,4	10,6	2 906,2	6,0	34,3	468,0
Territoires du Nord-Ouest	2,0	1,8	-5,8	24,5	6,5	-73,7
Résidentiel	1,2	1,0	-13,9	12,6	4,1	-67,3
Non résidentiel	0,8	0,9	6,0	11,9	2,3	-80,4
Nunavut	0,7	2,1	195,6	0,4	11,9	2 842,2
Résidentiel	0,7	2,1	190,8	0,0	4,3	142 333,3
Non résidentiel	0,0	0,0	...	0,4	7,6	1 801,2

^r données révisées

^p données provisoires

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes : Vue d'ensemble des habitudes alimentaires des Canadiens 2004

Selon l'enquête la plus récente sur ce que mangent les Canadiens, bon nombre de personnes n'ont pas un régime alimentaire équilibré.

L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — Nutrition, dans laquelle on a demandé à plus de 35 000 personnes d'indiquer ce qu'elles avaient mangé au cours des dernières 24 heures avant l'entrevue, démontre que les Canadiens se heurtent à des défis liés à la nutrition.

Les résultats de l'enquête

Les lipides représentent plus de 35 % de l'apport calorique total de plus du quart des Canadiens de 31 à 50 ans. Au-delà de ce pourcentage, les risques pour la santé augmentent.

Même s'il est recommandé de consommer au moins cinq portions de légumes et fruits par jour, 7 enfants de 4 à 8 ans sur 10 et la moitié des adultes ne consomment pas la quantité minimale.

Plus du tiers des enfants de 4 à 9 ans consomment moins de deux portions de produits laitiers par jour, il s'agit de la quantité minimale recommandée. Chez les 30 ans et plus, la consommation de produits laitiers se situe en deçà du nombre minimal de portions recommandées pour plus des deux tiers des Canadiens.

Les Canadiens de tous âges tirent des «autres aliments» (les aliments et les boissons qui ne sont pas compris dans les quatre principaux groupes alimentaires) plus du cinquième de leur apport calorique.

Les collations — les aliments et les boissons consommés entre les repas — représentent plus de calories que les déjeuners et environ autant que les dîners.

Le rapport a aussi révélé que, sous plusieurs aspects, les habitudes de consommation alimentaire des adultes étaient liées au revenu du ménage; ce qui était moins le cas chez les enfants.

L'apport en lipides est excessif pour une grande part de la population

Selon l'Institute of Medicine, un organisme non gouvernemental indépendant situé aux États-Unis, lorsque la consommation totale de lipides dépasse 35 % de l'apport calorique, elle peut représenter un risque pour la santé. En 2004, la consommation de lipides

Note aux lecteurs

Le présent rapport, le premier d'une série, présente les résultats initiaux de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — Nutrition de 2004. Il s'agit de la première enquête nationale sur les habitudes alimentaires des Canadiens menée depuis le début des années 1970. Cette enquête est également la plus importante et la plus complète jamais effectuée sur ce que mangent les Canadiens.

Dans le cadre d'entrevues directes menées tout au long de l'année 2004, on a demandé à plus de 35 000 personnes ce qu'elles avaient mangé au cours des dernières 24 heures. On leur a également demandé à quel moment elles avaient mangé (déjeuner, dîner, souper et collations) et à quel endroit les aliments consommés avaient été préparés (à la maison, au restaurant ou dans un restaurant de service rapide, par exemple).

Dans le présent rapport, on offre un aperçu de ce que les Canadiens mangent, c'est-à-dire le nombre de calories qu'ils consomment, s'ils prennent le nombre minimal de portions de légumes et fruits, de produits laitiers, de viandes et substituts, et de produits céréaliers, telles que recommandées par le Guide alimentaire canadien pour manger sainement à l'intention des enfants de quatre ans et plus (1992), et quel pourcentage de leur consommation totale de calories provient de lipides, de protéines et de glucides. On y examine également les différences régionales et économiques liées aux habitudes alimentaires.

La catégorie «autres aliments» englobe les aliments et les boissons qui ne sont pas compris dans les quatre principaux groupes alimentaires, soit les graisses et les huiles comme le beurre et les huiles de friture, les aliments composés essentiellement de sucre comme les confitures et les friandises, les aliments dont la teneur en gras et/ou en sel est très élevée tels que les croustilles (de pommes de terre, de maïs, etc.), les boissons gazeuses, le thé, le café et l'alcool, ainsi que les fines herbes et les condiments comme les marinades, la moutarde et le ketchup.

se situait à une valeur moyenne de 31 % de la consommation calorique quotidienne.

Alors que cette valeur moyenne se situait à l'intérieur de la fourchette acceptable, une part importante de la population consommait plus de calories provenant des lipides que le pourcentage recommandé.

La surconsommation de lipides atteint son sommet chez les personnes de 31 à 50 ans. Pour ce dernier groupe d'âge, les lipides représentent plus de 35 % de l'apport calorique total chez près du quart des hommes et des femmes.

Même si ce pourcentage diminue avec l'âge, il n'en reste pas moins que chez les personnes plus âgées, 1 personne sur 5 consomme plus que le pourcentage recommandé de calories provenant de lipides.

Les lipides consommés par la population canadienne sont associés à un nombre assez restreint d'aliments particuliers. Ils proviennent principalement de la catégorie des «sandwichs», qui

représente 15,9 % de l'apport en lipides, et qui englobe notamment les pizzas, les sandwichs proprement dits, les sous-marins, les hamburgers et les hot-dogs. Les produits de pâtisserie comme les biscuits et les beignes, représentaient 8,5 % des lipides.

Consommation insuffisante de légumes et de fruits ou de produits laitiers

Au moment où se déroulait L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC), le *Guide alimentaire canadien pour manger sainement à l'intention des enfants de quatre ans et plus*, publié en 1992, était en vigueur. Le guide recommandait aux personnes de tous âges de consommer chaque jour au moins cinq portions de légumes et fruits. Une portion équivaut, par exemple, à une pomme de grosseur moyenne, à deux tiges de brocoli ou à 125 millilitres (1/2 tasse) de jus.

Pour la plupart des groupes d'âge, la majorité des Canadiens consommaient moins de cinq portions de légumes et fruits par jour. En effet, 7 enfants de 4 à 8 ans sur 10 ne consommaient pas le nombre minimal recommandé. La consommation de légumes et fruits est sensiblement plus élevée chez les adultes, mais pour environ la moitié d'entre eux, elle est inférieure au nombre minimal recommandé.

Fait à noter, le groupe des produits laitiers englobe non seulement le lait, mais aussi des aliments comme le fromage et le yogourt. Une portion de produits laitiers équivaut par exemple à 250 millilitres (1 tasse) de lait, à 50 grammes de fromage ou à 175 grammes (3/4 tasse) de yogourt.

Plus du tiers des enfants de 4 à 9 ans consomment moins de produits laitiers que les deux portions quotidiennes recommandées, et environ 61 % des garçons et 83 % des filles de 10 à 16 ans consomment moins que les trois portions quotidiennes recommandées.

Un Canadien sur quatre consomme des aliments provenant de restaurants de service rapide

Dans l'ensemble, le quart des Canadiens ont déclaré avoir consommé la veille de l'entrevue des aliments ayant été préparés dans un restaurant de service rapide. Dans le groupe des 14 à 18 ans, cette proportion atteint un tiers. Toutefois, les hommes de 19 à 30 ans sont les plus susceptibles de consommer ce type d'aliments, 39 % l'ayant fait la veille de l'entrevue.

Un simple café ou un repas «santé» comme une salade sans vinaigrette peuvent constituer des aliments préparés en restauration rapide. Cependant, 40 % des clients des restaurants de service rapide ont choisi une pizza, un sandwich, un hamburger ou un

hot-dog, alors que 25 % d'entre eux ont commandé une boisson gazeuse ordinaire (contrairement à une boisson gazeuse diète).

Plusieurs Canadiens consomment plus de calories pendant les collations qu'au déjeuner

Plusieurs Canadiens consommaient plus de calories pendant les collations qu'au déjeuner et une proportion importante de personnes ne déjeunaient tout simplement pas.

Près de 10 % des personnes interviewées ont déclaré ne pas avoir pris de déjeuner durant les 24 dernières heures couvertes par l'entrevue. Cela a été le cas d'environ le cinquième des hommes de 19 à 30 ans.

En moyenne, environ 18 % de l'apport calorique quotidien des Canadiens provient du déjeuner. Les collations — les aliments et les boissons consommés entre les repas — représentent 27 % des calories chez les enfants et 23 % chez les adultes. La proportion de calories provenant des collations atteint sa valeur maximale de 30 % dans le groupe des garçons de 14 à 18 ans.

Plus de 41 % des calories consommées par les Canadiens entre les repas proviennent de la catégorie des «autres aliments», tandis que cette catégorie représente environ 23 % de l'ensemble des calories.

Le régime alimentaire des adultes est lié au revenu du ménage

Selon l'ESCC, sous plusieurs aspects, la consommation alimentaire des adultes est fonction du revenu du ménage.

Par exemple, le pourcentage total de calories provenant des lipides a tendance à s'accroître avec le revenu. Les lipides représentent plus de 35 % de l'apport calorique chez près d'un quart des adultes dans les ménages ayant les revenus les plus élevés, comparativement à 15 % des adultes dans les ménages ayant les revenus les plus faibles.

Les adultes des ménages ayant les revenus les plus élevés ont été moins susceptibles de consommer moins de cinq portions quotidiennes de légumes et fruits que les adultes faisant partie des ménages ayant les revenus les plus faibles. Cependant, les adultes et les enfants des ménages ayant les revenus les plus élevés ont été plus susceptibles d'avoir consommé des aliments préparés en restauration rapide que ceux ayant les revenus les plus faibles.

Les habitudes alimentaires des enfants et des adolescents sont moins associées au revenu du ménage que celles des adultes.

Les habitudes de consommation régionales

Le régime alimentaire des Canadiens est généralement semblable d'un bout à l'autre du pays, bien que chaque région soit caractérisée par ses propres habitudes de consommation.

Dans les provinces de l'Atlantique ainsi que dans les Prairies, la proportion de résidents qui consomment moins de cinq portions de légumes et fruits par jour est relativement élevée. Dans les provinces de l'Atlantique, cette proportion correspond à 79 % des enfants et à 67 % des adultes, alors que dans les Prairies, elle est de 75 % et 57 % respectivement. Ces chiffres se comparent à 64 % des enfants et à 49 % des adultes pour l'ensemble du Canada.

Par contre, au Québec, la proportion de résidents qui consomment moins de cinq portions de légumes et fruits par jour est relativement faible, soit 51 % chez les enfants et les adolescents, et 37 % chez les adultes.

Les résidents des provinces de l'Atlantique consomment un pourcentage significativement élevé de leurs calories entre les repas. Les enfants et les adolescents de cette région tirent de leurs collations 32 % de leur apport calorique, alors que pour les adultes, le chiffre se situe à 26 % des calories.

En revanche, les résidents du Québec consomment un pourcentage relativement faible de leurs calories dans les collations, soit 23 % chez les enfants et les adolescents, et 20 % chez les adultes. Le pourcentage de résidents du Québec qui consomment des aliments préparés en restauration rapide est significativement plus faible. Toutefois, 22 % des enfants et adolescents québécois tirent des lipides plus de 35 % de leur apport calorique, comparativement à 11 % pour le même groupe d'âge dans l'ensemble du pays.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5049.

Ce communiqué est fondé sur un article intitulé «Vue d'ensemble des habitudes alimentaires des Canadiens» dans la publication *Nutrition : Résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* (82-620-MIF2006002, gratuite), qui est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Relations avec les médias au (613) 951-4636, Division des communications et des services de bibliothèque. ■

Production d'oeufs et de volaille

Mai 2006 (données provisoires)

La production d'oeufs a été estimée à 50,4 millions de douzaines en mai, en hausse de 1,4 % par rapport à mai 2005.

La production de viande de volaille a atteint 100,3 millions de kilogrammes en mai, en hausse de 1,6 % par rapport à mai 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3424, 3425 et 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Émissions de gaz à effet de serre

2004

Il est maintenant possible de connaître les données de 2004 sur les émissions de gaz à effet de serre par des émetteurs importants en ce qui a trait aux installations. L'enquête a été menée par Statistique Canada pour le compte d'Environnement Canada et d'Alberta Environment.

Pour obtenir des renseignements sur l'enquête et les résultats, consultez les sites Web d'Environnement Canada (http://www.ec.gc.ca/pdb/ghg/facility_f.cfm) et d'Alberta Environment (<http://www3.gov.ab.ca/env/air/EMR/sgreporting.html>). Ce dernier site est présenté en anglais seulement.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5081.

Pour obtenir des renseignements sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données de ce communiqué, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789; mced@statcan.ca, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Les indices de mission canadienne à l'étranger,
juillet 2006
Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Bilan des investissements internationaux du
Canada, premier trimestre 2006, vol. 4, n° 1
Numéro au catalogue : 67-202-XIF
(gratuit).

Nutrition : Résultats de l'Enquête sur la santé dans
les collectivités canadiennes, «Vue d'ensemble des
habitudes alimentaires des Canadiens», 2004, n° 2
Numéro au catalogue : 82-620-MIF2006002
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.


Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 877 591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-070-150-00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.